



## "Les mouvements des années 2010: au-delà de la nouveauté et des spécificités nationales"

Pleyers, Geoffrey

Document type : *Contribution à ouvrage collectif (Book Chapter)*

---

### Référence bibliographique

Pleyers, Geoffrey. *Les mouvements des années 2010: au-delà de la nouveauté et des spécificités nationales*. In: Lojkine J. ed., *Nouveaux mouvements sociaux, partis politiques et syndicats: une nouvelle donne*, 2015, p. 123-136

## Les mouvements des années 2010 : au-delà de la nouveauté et des spécificités nationales

Geoffrey Pleyers

*Chercheur qualifié FNRS,*

*Professeur à l'Université catholique de Louvain,*

*Président du Comité de recherche 47 « Mouvements sociaux »,*

*Association Internationale de Sociologie*

Pour cette brève intervention, j'aimerais partir de deux questions adressées par Jean Lojkiné aux participants de ce colloque et rassembler quelques analyses issues de mes recherches récentes pour y répondre : Y a-t-il de nouveaux mouvements aujourd'hui ? Ces nouveaux mouvements post 2010 ont-ils des choses en commun ?

### 1. Y a-t-il de nouveaux mouvements aujourd'hui ?

À chaque vague de mobilisations, le débat autour de leur « nouveauté ». Les mouvements qui marquent ces années 2010 ne font pas exception. La question de la « nouveauté » d'un mouvement social ressemble à un champ de mines. Alors que certains participants enthousiastes et quelques journalistes insisteront sur la « nouveauté » de ces mouvements, il ne manquera pas de chercheurs et d'activistes « plus expérimentés » pour pointer les similitudes et la continuité avec les mobilisations qu'ils ont vécues par le passé. En dressant la généalogie de l'action directe dans les mouvements écologistes, le sociologue anglais Brian Doherty (2002) a montré que, pour peu qu'on y consacre le temps nécessaire, on peut toujours remonter plus loin dans la généalogie de pratiques militantes et des sources qui ont inspiré ces pratiques. Il en est de même pour la plupart des pratiques qui caractérisent les mouvements contemporains. De fait, les campements des « indignés » ressemblent à bien des égards aux « camps climats » et aux campements des jeunes alter-activistes organisés autour de la démocratie directe et de l'engagement préfiguratif des années 2000 (Pleyers, 2014), eux-mêmes fort semblables aux campements antimilitaristes des années 1970.

## Les « indignés » dans le monde

Les mouvements contemporains ne sont-ils pour autant que des répétitions peu utiles des mouvements antérieurs ? Les activistes expérimentés auront certes du mal à suivre les jeunes indignés dans leur volonté de « réinventer la démocratie ». Cependant, ne perdons pas de vue que, plus encore que leurs prédécesseurs, les mouvements contemporains sont aussi des « mouvements d'expérience » (McDonald, 2006). L'expérience vécue et l'expérimentation y occupent une place centrale. Dans cette perspective, il s'agit pour les activistes de « vivre » et d'« expérimenter » la démocratie, en (ré-)inventant des modalités de participation directe et des mécanismes qui permettent de prendre des décisions collectivement. Certaines mobilisations ont été particulièrement efficaces à cet égard. Je me souviens par exemple d'une assemblée générale de « Occupy London Stock Exchange », deux semaines après l'installation du campement autour de la cathédrale Saint Paul. Plus de 150 personnes y ont participé. Grâce à des techniques efficaces les enjeux du débat ont été présentés, discutés en sous-groupe puis rapportés en assemblées et deux décisions stratégiques ont été adoptées au cours de la première heure de réunion. La seconde était dédiée à un échange plus ouvert des expériences et des perspectives sur le mouvement. Aucune des techniques utilisées n'était inédite mais vivre cette expérience démocratique pendant plusieurs semaines dans un campement au cœur de Londres permet aux participants de développer un sens de la démocratie ancré dans les pratiques et à partir de l'expérience vécue. Dans cette perspective, chaque génération doit ainsi réinventer et expérimenter la démocratie. Bien qu'éphémères, ces expériences marquent durablement chacun de leurs participants, renforcent la propension à renouveler la participation à des mobilisations politiques et peuvent transformer considérablement et à long terme l'identité sociale et les valeurs politiques de leurs participants (McAdam, 1989) et, au-delà, marquent une génération de militants. Il est dès lors essentiel de considérer également les impacts personnels et biographiques des mobilisations comme celles des indignés et d'Occupy, de Gezi Park à Istanbul (Turkmen, 2016) ou des citoyens brésiliens en juin 2013.

## 2. Ces nouveaux mouvements post-2010 ont-ils des choses en commun ?

### a. Mouvements nationaux ou mouvements globaux ?

Le débat autour des mobilisations pro-démocratiques qui ont marqué le début des années 2010 se polarise rapidement autour de deux positions. D'un côté, certains analystes « macro » parlent d'un mouvement international sur lequel ils projettent leurs visions de l'émancipation et leurs perspectives théoriques. Ils n'ont souvent qu'une connaissance empirique limitée des acteurs qu'ils perçoivent via les contradictions globales du capitalisme et la presse internationale ou, au mieux, en observant les activistes dans une ville puis en projetant leur analyse sur le mouvement global. Comprendre les mouvements sociaux contemporains, particulièrement lorsqu'ils ont une dimension internationale, exige des chercheurs de mener des travaux de terrains multi-situés pour comprendre les spécificités des acteurs dans différents contextes et évaluer à partir de là d'éventuels points communs et enjeux partagés. Cela remet souvent en cause l'homogénéité de l'image des mouvements présentés par les analyses centrées les dynamiques du capitalisme global.

D'un autre côté, le nationalisme méthodologique (Beck, 1997) reste vigoureux parmi les chercheurs qui mènent des travaux de terrain empirique. Leurs recherches se concentrent pour la plupart sur un pays. Leurs résultats sont ensuite souvent intégrés dans des comparaisons « inter-nationales ». L'histoire et le régime politiques sont spécifiques dans chaque pays, et l'espace médiatique comme la société civile organisée restent essentiellement ancrés dans ce cadre national. Les analyses rassemblées par Bennani-Charabi et Fillieule (2012) soulignent la spécificité des contextes et des mouvements nationaux dans le monde arabe. La dynamique politique nationale qui a conduit à la révolution tunisienne est spécifique tout comme l'est l'arène politique égyptienne.

En même temps, centrer l'analyse sur une comparaison internationale relève du parti pris épistémologique. D'un côté, l'accent mis sur la dimension nationale d'une mobilisation tend à occulter les dimensions locales des conflits et enjeux, à surexposer les dynamiques de la capitale et des grandes villes, et bien sûr à privilégier les mobilisations urbaines et très médiatiques sur les mouvements ru-

raux. La brillante contribution de Youssef El Chazli (2013) montre que la dynamique (et dans une certaine mesure les enjeux) de la protestation est bien différente entre Le Caire et Alexandrie. De même, la plupart des analyses des mobilisations de juin 2013 au Brésil se basent essentiellement (et souvent uniquement) sur les villes de Sao Paulo, Rio de Janeiro et Brasilia (avec parfois Porto Alegre) alors que des mobilisations au moins aussi intéressantes ont eu lieu dans de nombreuses autres villes (Bringel & Pleyers, 2015).

De l'autre côté, les dimensions nationales et globales des mouvements sociaux sont présentées à tort comme mutuellement exclusives. Ce n'est pas parce qu'une mobilisation est en partie le fruit d'un processus national ou reflète des spécificités nationales qu'elle ne s'inscrit pas également dans une vague internationale de mobilisations, voire dans un mouvement global. Aussi, rassembler des éléments qui attestent de certaines spécificités nationales d'un mouvement ne signifie qu'elles ne partagent pas certaines caractéristiques, des formes d'action, des valeurs et des enjeux avec une série d'autres mobilisations dans différentes régions du monde et qu'elles peuvent donc également avoir une dimension internationale. À l'heure de la globalisation, les recherches empiriques doivent être non seulement multi-situées mais aussi « multi-niveaux ».

L'articulation des différentes échelles d'action et d'analyse est essentielle pour comprendre les mouvements contemporains. L'importance de la dimension nationale est d'ailleurs une caractéristique de nombreuses mobilisations de cette décennie. Au cours des révolutions arabes comme des mobilisations de juin 2013 au Brésil, les drapeaux nationaux étaient très présents. De même, l'apparition de campements d'indignés dans toutes les villes d'Espagne de plus de 30 000 habitants (Feixa et Nofre, 2013), a clairement établi le caractère national d'un mouvement dans un pays pourtant marqué par des courants régionalistes. Au Mexique, en 2012, le mouvement étudiant « #YoSoy132 » a trouvé un large écho sur Internet et a généré des manifestations dans les capitales des 32 états de la fédération, alors que jusque-là, rares étaient les mobilisations qui touchaient à la fois le Nord et le Sud du pays.

En Europe, ce retour en force du cadre national dans les mobilisations progressistes s'est opéré aux dépens de la dimension conti-

nentale des luttes sociales (Pleyers, 2015b), bien moins importante qu'entre 1997 et 2005. En 1997, des milliers de chômeurs organisaient une « marche européenne contre le chômage » pour se rendre au sommet européen d'Amsterdam. La même année, lorsque Renault menace de fermer son usine de Vilvoorde, dans la banlieue de Bruxelles, une « grève européenne » est organisée sur des sites du constructeur automobile dans cinq pays. Quinze ans plus tard, en novembre 2012, lorsque le magnat indien annonce la fermeture d'une usine Mitral dans le Nord de la France, les syndicats locaux et nationaux se mobilisent et le gouvernement français fait quelques déclarations qui ne modifient guère la décision et la stratégie internationale du groupe sidérurgiste. Trois mois plus tard, et à peine 150 kilomètres plus au Nord, c'est à Liège que Mitral ferme une partie de son usine. Même réaction des syndicats et des gouvernements locaux et nationaux, même absence de coordination et de solidarité européenne.

Entre 1997 et 2003, des milliers de manifestants se sont rendus à chaque sommet européen. Un million de personnes ont manifesté lors du premier Forum Social Européen en 2002 à Florence, 50 000 participeront aux forums en 2003 et 2004 à Paris et à Londres. L'Europe est pointée du doigt par ceux qui dénoncent les politiques d'austérité, mais c'est au niveau national que s'organisent les mobilisations en Grèce, Angleterre (notamment le mouvement UK Uncut), en Espagne, au Portugal, en Belgique (où plus de 120 000 personnes ont manifesté contre l'austérité le 6 novembre 2014)... Par contre, les initiatives européennes ne rencontrent qu'un succès limité. Quelques syndicats et militants ont tenté de relancer une dynamique européenne en organisant en juin 2013 un « Alter-Sommet » à Athènes, dans la lignée des Forums Sociaux Européens. Seuls 4 000 personnes y ont participé et l'écho en a été très limité au niveau grec qu'européen.

### b. Dimensions globales : contexte et valeurs partagés

La résonance de symboles (comme le masque de « V de Vengeance » ; voir aussi Olesen 2015), des émotions (dont l'indignation) et la circulation des répertoires d'action (l'occupation de places par exemple) suggèrent l'existence d'une dimension partagée

par de nombreux mouvements des années 2010. Mais celle-ci est moins ancrée dans des campagnes, forums et mobilisations coordonnées que portée par la résonance de mouvements, de revendications et valeurs. Cette résonance relève avant tout de la subjectivité des acteurs. Il s'agit d'un « un lien social qui se situe au niveau de l'expérience des activistes et des enjeux et valeurs des mouvements partagés par des activistes qui ne s'engagent pas directement dans une lutte dans un contexte éloigné mais trouvent dans cette lutte un sens partagé, une culture politique et des enjeux qui correspondent à leurs propres luttes » (Pleyers & Glasius, 2015 ; Khasnebish 2008 ; McDonald, 2006).

Cette résonance des luttes se construit dans un contexte en partie partagé et autour de références à des valeurs communes.

Au cours de ce colloque, il a été beaucoup question du *contexte économique international* dans lequel s'inscrivent les révoltes des années 2010. Le capitalisme est global, les réponses des populations affectées le sont aussi en partie. La crise économique et l'augmentation du chômage ont particulièrement affecté les jeunes dans de nombreuses régions du monde, à commencer par le monde arabe et l'Europe du Sud.

Le contexte que partagent ces mouvements est aussi le *contexte médiatique et technologique de la société informationnelle* (Lojkin, 1992 ; Cardon, 2010). L'information et les médias sont devenus un enjeu central des démocraties contemporaines et un vaste champ de bataille pour les mouvements des années 2010. En Islande, en Tunisie, en Espagne, à New York, au Mexique, au Brésil, au parc de Gezi, en Russie et dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, ces mouvements ont dénoncé la collusion entre l'élite politique, économique et surtout – on en a un peu parlé – médiatique. En Tunisie, la famille Ben-Ali dominait les médias et l'économie, pas seulement la politique. Au Mexique, le mouvement « #YoSoy132 » dénonçait « l'imposition d'un candidat et d'un président par la télévision ». Leurs manifestations ne se dirigeaient plus vers le palais présidentiel mais directement vers le siège du principal conglomérat médiatique national, Televisa. De même, à Sao Paulo, de nombreuses manifestations et actions directes visaient le conglomérat médiatique « El Globo ». En Russie, les activistes moscovites se sont révoltés contre « la télévision zombie » qui diffuse les informations officielles du

régime à travers le pays. Les réseaux sociaux et internet offrent de nouveaux circuits pour la circulation de l'information et permettent de contourner les médias officiels ou mainstream. Ils permettent aussi aux activistes d'être en contact direct avec des acteurs de ces mobilisations. L'analyse des mouvements contemporains doit dès lors prendre en compte les logiques de l'action collective et celles de l'« action connective » mais aussi (et surtout) leurs interactions. Cela conduit à une grande prudence face aux excès du déterminisme technologique de l'« Internet-centrisme » dénoncé par Jean Lojkin et Evgeny Morozov (2011) ou de l'idée selon laquelle internet serait pétri d'une « culture horizontale des réseaux et de la participation » qui finira forcément par contaminer et par transformer le monde réel (Castells, 2012).

J'aimerais souligner l'importance d'une troisième dimension de ce contexte partagé : l'émergence et de l'expansion dans un grand nombre de pays d'un *nouvel âge de la vie* : la *jeunesse tardive* ou l'« *âge adulte émergent* » (Arnett, 2006). Entre le début des études supérieures et la pleine installation dans la vie adulte s'étend désormais un âge de la vie caractérisé par une grande disponibilité biographique (voulu ou subi) pour des activités en dehors de la vie familiale ou professionnelle, et notamment pour des activités politiques protestataires. Cette dimension biographique s'articule avec les deux autres dimensions du contexte partagé : ces jeunes sont particulièrement actifs sur les réseaux sociaux et constituent la catégorie d'âge la plus fortement affectée par les retournements de conjoncture économique (Blossfeld et al., 2005) et sont au cœur de l'émergence du « précaire » que Guy Standing analyse comme un nouvel acteur social majeur des nouvelles luttes.

Jean Lojkin (1992) a été parmi les premiers à souligner que le contexte informationnel et l'importance des nouvelles technologies de l'information et de la communication ne doivent pas nous faire tomber dans un déterminisme technologique. Les réseaux sociaux et autres nouvelles technologies sont des outils qui facilitent les connexions entre des activistes de différents pays, mais ces connexions ne sont établies que parce que ces activistes perçoivent une résonance avec des acteurs, revendications et actions menées dans d'autres pays. Il est donc essentiel de nous pencher également

sur les visions du monde, revendications et valeurs partagées par ces activistes de différentes régions du monde.

Lorsque j'ai eu l'occasion d'observer ces mouvements et d'interroger des activistes dans différents pays, j'ai été interpellé par de très nombreuses références à trois valeurs communes : **la démocratie, la justice sociale et la dignité**. Rien de bien nouveau. Ces valeurs ont animé les mouvements progressistes depuis des générations. Ce qui m'est apparu comme plus spécifique et particulièrement intéressant, c'est la manière dont de nombreux activistes de ces mouvements des années 2010 s'en sont emparés et à partir de laquelle ils réinventent<sup>(132)</sup> dans une certaine mesure le sens même de ces valeurs. Ce fut notamment le cas à deux niveaux.

Premièrement, l'une des caractéristiques partagées par ces mouvements réside dans *l'articulation de considérations culturelles et socio-économiques pour chacune de ces valeurs*. Ils appartiennent en cela à une nouvelle génération de mouvements qui dépassent la dichotomie entre les « nouveaux mouvements sociaux », mobilisés autour de revendications culturelles, formulées en termes de reconnaissance et de valeurs postmatérialistes et les « anciens » mouvements davantage orientés vers des considérations matérialistes et axés sur la redistribution. Le mouvement ouvrier n'était pas dénué d'enjeux culturels et identitaires (Thompson, 1963), pas plus que les revendications de certains nouveaux mouvements sociaux de dimensions socio-économiques (Goodwin et Hetland, 2013). À partir des années 1960, les revendications culturelles ont cependant pris le pas sur les revendications en termes de redistribution économique pour une nouvelle vague de mouvements (écologistes, féministes, antiracistes, homosexuels, régionalistes...). Le mouvement altermondialiste a marqué un retour de revendications économiques, sans délaisser pour autant les enjeux en termes de reconnaissance, des identités et la célébration de la diversité, comme l'illustre particulièrement bien le cas des indigènes zapatistes, souvent considéré comme la première révolte altermondialiste. Les mouvements des

années 2010 ont franchi un pas supplémentaire, tant les dimensions socio-économiques et culturelles sont indissociablement liées dans chacune de leurs revendications et de leurs pratiques. Alors que la dignité est généralement associée au répertoire de la reconnaissance plutôt qu'à des revendications matérielles, les définitions formulées par les activistes interrogés mêlent les aspects subjectifs et socio-économiques, les revendications et les pratiques. Les activistes que nous avons interrogés associent étroitement la dignité à la démocratie et à la justice sociale :

*« La dignité, c'est que je puisse vivre [en étant] indépendant. Lorsque j'ai un travail, je peux garantir ma vie seul, sans devoir compter sur ma mère, sur ma famille. Un chômeur, qui n'a pas une source d'argent, [...] il a toujours honte de demander à sa mère à l'âge de 25 ans. Lorsqu'il gagne son argent, il peut marcher la tête haute »* (un jeune Tunisien, entretien, mars 2013).

De même, ces activistes liaient la démocratie à la fois au respect des citoyens par l'État et à une lutte contre la collusion entre pouvoirs politiques et économiques, à l'heure où les inégalités sont telles qu'« 1 % » de la population a souvent un poids déterminant dans les décisions politiques.

Deuxièmement, lorsque ces activistes parlent démocratie, de justice sociale ou de dignité, ce sont souvent moins des revendications face au politique que **des exigences par rapport à eux-mêmes**. Les indignés dénoncent la corruption du pouvoir politique et exigent plus d'éthique des élus. Ils ont cependant consacré bien moins d'énergie au contrôle et à la dénonciation des responsables politiques qu'aux pratiques de démocratie directe mise en œuvre dans les campements, dans les quartiers et dans l'organisation du mouvement.

Pour ces activistes, la démocratie ne se limite à une affaire institutionnelle. Ils développent une conception culturelle de la démocratie pensée comme une culture qui se déploie dans les pratiques citoyennes, que ce soit en prenant part au débat public ou en étant plus attentifs aux autres :

*« La démocratie, c'est une façon de vivre. C'est vivre avec les autres personnes comme elles sont »* (Un étudiant égyptien, ingénieur, interrogé lors du FSM de 2013 à Tunis).

<sup>132</sup> Une « rénovation » qui est moins entendue dans le sens d'une « nouveauté » que d'un rinvestissement et d'un renouvellement constant des valeurs et enjeux par chaque génération de mouvements, comme je l'ai mentionné dans le premier point de ce texte.

« Je pense que les choses arrivent plutôt par un changement personnel [...]. Après avoir fait partie des indignés, je ne vois plus les gens de la même façon. J'ai réalisé que tout le monde a quelque chose à dire, j'essaie de respecter les opinions de chacun et je vois chacun comme un être humain » (Anne, une indignée, Paris, *focus group*, 2012).

La démocratie s'ancre alors dans un rapport aux autres et à soi, une exigence par rapport à soi-même et des pratiques dans la vie quotidienne. Les travaux de Jacques Rancière (1998) sont particulièrement pertinents dans cette perspective.

### c. Individualisation de l'engagement

L'individualisation de l'engagement constitue une autre caractéristique commune de ces mouvements démocratiques des années 2010 et de nombreux mouvements contemporains, qu'ils soient progressistes ou conservateurs (voir par exemple Toscano, 2016). Cette mutation progressive de l'engagement a été soulignée dès les années 1990 (Ion, 1997) et semble appartenir à un esprit du temps qui se décline dans le « nouvel esprit du capitalisme » (Boltranski & Chiapello, 1999) et qui est au cœur des sociétés contemporaines (Maruocelli, 2010).

Cette individualisation de l'engagement n'est ni positive, ni négative. C'est une évolution avec ses bons côtés et ses aspects plus problématiques. Pour mieux la comprendre, il me semble utile de distinguer deux processus convergents.

Le premier tient dans une volonté de prendre ses distances face aux organisations, d'assumer une certaine autonomie face à elles. Comme le disent de nombreux activistes : « on ne veut plus être des *pioins des organisations* ». Chez les indignés et dans la plupart des mouvements démocratiques des années 2010, la relation aux organisations de la société civile est souvent distante, voire marquée par une réelle méfiance, y compris des ONG comme Greenpeace<sup>(133)</sup> ou des associations comme ATTAC qui incarnaient il y a peu encore de « nouvelles » modalités d'engagement. De nombreux campe-

ments altermondialistes et indignés (notamment ceux de Bruxelles et de Paris en 2011) ont été déclarés « No Logo », « c'est-à-dire pas de course à l'acrochage de banderoles, de distributions de tracts, d'affiches d'organisation<sup>(134)</sup> ». De même, dans le parc de Gezi, les affiches, drapeaux et autres de symboles d'organisations étaient interdits (Turkmen, 2016).

Plutôt que dans des organisations formelles, les alter-activistes se mobilisent autour de projets précis et reliés entre eux par des réseaux informels et des affinités personnelles. Régulièrement rebaptisés, ces réseaux s'étendent, se réduisent et se transforment selon les projets personnels qui les guident<sup>(135)</sup>. Soucieux de ne pas s'identifier à une organisation, ces jeunes activistes ne refusent pas systématiquement de collaborer avec des organisations militantes, mais de manière sporadique et en tant qu'« électrons libres », c'est-à-dire comme des individus gardant leurs distances par rapport à toute association mais se réservant le droit d'interagir comme bon leur semble avec les groupes et les organisations qui leur paraissent temporairement mieux correspondre à leurs idées et au type d'action qu'ils entendent mener.

La seconde dimension de cette individualisation est la place toujours plus centrale que prend le **rapport à soi** dans l'engagement contemporain. Elle passe notamment la diffusion d'une culture activiste qui met l'accent sur la transformation de soi, la transformation du local, l'expérience vécue. La relation à soi n'est pas égoïste mais renvoie à la valorisation croissante de l'éthique (Touraine, 2015) et au fait que le sens de l'engagement se trouve avant tout en nous-mêmes, au niveau de l'individu.

La subjectivité est centrale dans l'activisme contemporain. D'un côté, cette subjectivité est attaquée de toute part par la société de consommation. Mais d'un autre, les activistes résistent à ce système à travers une série d'expériences personnelles et culturelles, dans les-

<sup>133</sup> Chaque mouvement et réseau fixe ses propres limites à cet égard. B. Turkmen rappelle qu'à Gezi Park, Greenpeace était bienvenu, mais pas les « anciens militants de gauche » étaient accueillis avec méfiance.

<sup>134</sup> Extrait d'un courrier électronique dans le cadre de la préparation de l'espace désobéissant du Forum Social Européen de Paris, 2003. Voir Pleyers, 2004.

<sup>135</sup> Les réseaux sociaux et les nouvelles technologies de la communication ont procuré des instruments utiles pour mettre en œuvre ces modes d'organisation plus décentralisés (Lojkin, 2006).

quelles le rapport à soi est central. Ainsi, comme je l'ai dit, la démocratie devient ainsi une exigence personnelle pour de nombreux activistes. L'exigence de cohérence entre ses valeurs et ses pratiques est un élément central. Des mouvements communitaires, comme les zapatistes, des mouvements de consommateurs alternatifs et les mouvements démocratiques des années 2010 comme les indignés ou Occupy Wall Street insistent tous sur cette cohérence qui est au centre de l'engagement préfiguratif et aboutit souvent sur un sens de la responsabilité personnelle :

« Je vote une fois tous les quatre ans et cela ne suffit pas. Je suis responsable de ce qui se passe dans cette démocratie. » (Un activiste brésilien, 2013).

Ce rapport à soi et ce sens de la responsabilité personnelle sont particulièrement intenses auprès des jeunes activistes écologistes :

« J'ai d'abord fait ça en me disant : Je ne veux plus participer à ça, je n'ai pas envie de me dire qu'il y a des personnes qui souffrent de mes choix de consommation donc je ne le fais plus. » (une étudiante à Louvain-la-Neuve, 2013).

### En guise de conclusion

J'aimerais conclure en saluant l'initiative de Jean Lojkin et de la fondation Gabriel Péri, et en particulier sa volonté de réunir des chercheurs universitaires avec des chercheurs-militants de la société civile et des mouvements sociaux. Réunir ces deux types d'intellectuels et d'acteurs me paraît essentiel pour penser les mutations de l'engagement et les enjeux des mouvements sociaux contemporains.

L'individuation de l'engagement et certaines évolutions récentes de l'activisme bousculent les organisations plus classiques du monde associatif, syndical et politique. Ces acteurs continuent pourtant de jouer un rôle essentiel, notamment pour donner davantage de continuité aux formes d'engagement marquées par l'individualisation ou pour combiner l'expérience vécue dans les mouvements contemporains avec des enjeux institutionnels. Ils restent des acteurs indispensables pour contribuer à la réalisation concrète d'une société qui respecte et accorde toute son importance à chaque individu et poursuit les idéaux émancipateurs à la fois permanents et sans cesse reconfigurés que sont la démocratie, la justice sociale et la dignité.

### Bibliographie

- Bennani-Chraïbi M., Fillicule O. (2012) « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de sciences politique*, vol. 62, n° 5-6 p. 767-796.
- Blossfeld, H.P., Buchholz, S. and Hofa"cker, D., eds., 2005. *Globalization, uncertainty and youth in society*. New York: Routledge.
- Bolanski L., Chiapello E. (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- Bringel B, Pleyers G. (2015) *Les mobilisations de juin 2013 au Brésil*. Revue de sciences humaines et sociales, Vol.7.
- Castells M. (2012) *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*. Cambridge: Polity Press.
- El Chazli Y. (2012) *Comment des Égyptiens « dépolitisés » sont-ils devenus révolutionnaires ?* Revue Française de Science Politique, pp. 843-865.
- Goodwin J., Heland G. (2013) « The Strange Disappearance of Capitalism from Social Movement Studies », in Barker, Cox, Krinsky et Nilsen (éds.), *Marxism and Social Movements*, Leiden, Brill, p. 83-102.
- Ion J. (1997) *La fin des militants*. Paris: L'atelier.
- Lojkin J. (1992) *La révolution informationnelle*. Paris: PUF
- Lojkin J. (2008) *La crise des deux socialisme*. Pannin : Le temps des Cerises.
- Mattucelli D. (2010) *La société singulaliste*. Paris : A. Colin.
- McAdam, D., 1989 *The biographical consequences of activism*. American sociological review.
- McDONALD, Kevin, 2006, *Global movements: Action and Culture*, Londres, Wiley-Blackwell.
- Morozov Evgeny (2011) *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*. Londres: Penguin.



Olesen, Thomas (2015). *Global Injustice Symbols and Social Movements*. New York: Palgrave

Pleyers G. (2015) « *Alter-Europe. Four cultures of activism across progressive activists in Europe* », in Kaldor M., Selchow S. (dir.), *Subterranean politics*, Londres, Palgrave Macmillan.

Pleyers G. 2010, *Alter-Globalization: Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity.

Pleyers G., Glasius M. (2013) *La dimension globale des mouvements des places*, Socio. Revue de sciences sociales, Vol. 1(2)

Rancière J. (1998) *Au bord du politique*, Paris: Gallimard

Thompson E.P. (1963) *The Making of the English Working Class*, Londres: Gollancz.

Toscano E. (2015) *La nouvelle droite radicale en Italie: le mouvement de CasaPound*, In: G. Pleyers & B. Captraine « Les mouvements sociaux: du sujet personnel au global », Paris: Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Turkmen B. (2015) *La résistance de gezi et la subjectivité des femmes « gapuluca »*, In: G. Pleyers & B. Captraine « Les mouvements sociaux: du sujet personnel au global », Paris: Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

## Quand le mouvement social se donne un parti

Albert Ogien

CEMS-IMM EHESS

*Nouveaux mouvements sociaux, partis politiques*

*et syndicats: une nouvelle donne*

6-7 février 2015

Paris 8 - Saint-Denis

La notion de mouvement social renvoie à des formes de mobilisation collective différentes. Un premier âge du mouvement social (celui qui lui imprime encore bien souvent sa marque) est lié au conflit entre capital et travail dans le cadre du développement du capitalisme industriel à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement social, c'est alors l'organisation du prolétariat autour de syndicats et de partis qui luttent, à l'intérieur du système de démocratie représentative naissant, en employant les armes du vote, de la grève et de la négociation collective, afin d'obtenir l'accroissement des droits politiques et sociaux des citoyens comme l'amélioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs. Le second âge du mouvement social s'ordonne, dans les années 1970, autour de revendications dont l'objet est plutôt le droit des individus et des minorités (femmes, homosexuels, groupes ethniques, etc.) et la préoccupation écologique. Un troisième âge du mouvement social naît, dans les années 1980, avec une analyse de l'émergence de la financiarisation du capitalisme (liberté de circulation des capitaux, extension du libre-échange, renversement du rapport capital-travail, délocalisation, spéculation contre investissement industriel, fin de la responsabilité sociale des entreprises, optimisation fiscale, réduction de la place de l'État). C'est le temps de la mondialisation des problèmes politiques. Le mouvement social prend l'allure de l'alter-mondialisme, à partir de l'insurrection du Chiapas contre l'ALENA (1994) et les émeutes contre le sommet du G8 à Seattle (1999) et le Forum social mondial à Porto Alegre (2001). Ce troisième âge est également celui du développement de la conscience du fait que les questions vitales